Une rentrée placée sous le signe de la réaction et de l'autoritarisme

Si la période estivale s'est ouverte par la répression féroce de la révolte dans les banlieues suite à l'assassinat du jeune Nahel, elle s'est clôturée, en toute logique, par le resserrement et l'affirmation de « l'arc républicain », autrement dit de l'arc réactionnaire et islamophobe structurant la politique française depuis des décennies. Cependant, si cet arc a pu se réaffirmer à partir et autour de la question de l'islamophobie et du racisme d'État, c'est en partie dû à la défaite de la lutte contre la réforme des retraites dont la responsabilité est largement imputable à la stratégie dévastatrice des directions syndicales.

Le prix à payer de la défaite

Pendant des mois, le rapport de force et, dès lors, la cristallisation de l'attention et des débats médiatiques et politiques étaient centrés sur la bataille des retraites. Les tensions suscitées par la mise en mouvement, majoritairement par la manifestation, de millions de travailleurs et de travailleuses ont eu tendance à affaiblir la majorité relative du gouvernement Borne, au point qu'il s'en est fallu de peu pour qu'une motion de censure ne contraigne Macron à dissoudre l'Assemblée. De même, pendant plusieurs semaines, la Première Ministre était sur un siège éjectable menaçant de sauter à tout moment. L'usage du 49.3, s'il a permis un sursaut dans la mobilisation, a aussi permis une gestion particulièrement répressive des manifestations, en particulier à Paris, alors même que le préfet Laurent Nunez déclarait avoir tourné le dos à la doctrine de son prédécesseur Didier Lallement. Dorénavant, chaque manifestation qui voit émerger de la conflictualité en son sein est attaquée par les membres des BRAV-M, de la BAC ou de compagnies de CRS particulièrement hostiles. Pourtant, malgré une certaine fragilité, le gouvernement a réussi à tenir la ligne de front, aidé en cela par la stratégie de l'échec des directions syndicales qui se sont enfermées d'une part dans les éternelles journées « saute-mouton » et d'autre part dans le « dialogue social » dès que la porte a été entrouverte. Dès que le gouvernement a compris qu'il fallait laisser passer la tempête et attendre fermement, l'issue du combat était connue.

Les « 100 jours d'apaisement » de Macron ont été un espace pour restructurer le calendrier et l'opinion en s'appuyant notamment sur la décrédibilisation répétée de la France Insoumise, aidé en cela par les fissures de plus en plus importantes au sein de la NUPES. En un mot, il a fallu pendant 100 jours reprendre le cap en attaquant les oppositions de gauche les plus déterminées – bien qu'à des endroits différents – (FI, Soulèvement de la Terre, « casserolades », syndicalistes combatifs/ves…) et en

reconstituant une « majorité de travail », « responsable », capable de tourner la page des retraites et d'attaquer de nouvelles sections d'acquis sociaux (en particulier l'assurance chômage). Cependant, l'assassinat de Nahel, la diffusion de cet assassinat et enfin les nuits d'émeutes qui ont suivi ont mis un frein à cette tentative de reconquête paisible. Au contraire, les efforts ont dû être multipliés pour mettre fin le plus tôt possible à cette situation explosive que nous avions analysée comme un phénomène aggravant la crise politique. Force est de constater que la répression policière et judiciaire, largement plus massive qu'en 2005, a été efficace : en 6 jours, avec plus de 45 000 policiers, CRS, brigades de BRAV et de la BAC, du RAID et de la BRI et avec l'aide totale de la justice, le feu a été éteint. La réponse répressive, ferme, a rassuré le parti de l'ordre et Macron a montré, de nouveau, qu'il ne cédait pas face la rue, et ce sous quelque forme que ce soit (Gilets Jaunes, mouvement syndical, révoltes populaires). Le remaniement gouvernemental qui a suivi a confirmé le caractère de droite dure du quinquennat, en maintenant les ministres les plus fermes aux postes stratégiques et en éliminant les plus faibles, Pap Ndiaye en premier lieu

Médine ou l'arbre qui cache la forêt

L'été a été, à l'échelle mondiale, le plus chaud jamais enregistré. Des incendies monstres se sont déclarés aux quatre coins de la planète, des tempêtes ont éclaté partout et les écosystèmes marins subissent directement le réchauffement de l'atmosphère et des océans. La catastrophe climatique est l'élément central qui va déterminer l'avenir de l'humanité. Ne nous payons pas de mots. Si nous laissons le capitalisme diriger nos vies et nos modes de vies, l'issue sera brutale et dévastatrice. Pourtant, en France (mais pas seulement, bien que cela nécessite d'autres développements), la bataille idéologique et politique s'agite et se sédimente, encore, au sujet de l'identité nationale et, en miroir, du racisme structurel. Trois éléments médiatiques presque concomitants ayant eu lieu quelques jours avant la rentrée scolaire permettent d'illustrer ce propos : l'interview de Macron dans le très droitier magazine Le Point, suivie d'une « réunion de travail » regroupant les dirigeant·e·s des groupes parlementaires de l'Assemblée avec l'objectif, peut-être, d'élargir la majorité, la polémique autour de l'invitation du rappeur Médine aux journées d'été d'EELV et de la FI, et l'annonce de l'interdiction de l'abaya à l'école par le nouveau ministre de l'Éducation nationale, Gabriel Attal.

Dans son interview, en plus de donner sa vision internationale, Macron défend son bilan de l'année en insistant sur trois aspects particuliers : la nécessaire, selon lui, réforme structurelle de l'employabilité en France (avec le triptyque refonte de l'assurance chômage / modification des retraites et suppressions des régimes spéciaux / « réindustrialisation » par les aides accrues au patronat), la place et le rôle de la famille et le retour à l'ordre. En insistant sur l'aspect sécuritaire, Macron s'inscrit dans la lignée historique des Thiers (premier président la IIIème République qui a écrasé la Commune de Paris) et consorts pour qui l'organisation de la société devait se faire par la matraque et l'autorité du chef de famille, chapeauté par le chef de l'État et le

patronat dont il est au service. C'est en même temps nier les revendications profondes qui ont traversé le mouvement contre la réforme des retraites (ne pas passer sa vie dans le travail subordonné) et celles, plus diffuses, de la révolte des banlieues (arrêtez de nous tuer et de nous harceler). Ces positions très réactionnaires du chef de l'État donnent le ton pour l'année qui arrive, qui sera donc basée sur les questions identitaires : laïcité dévoyée, islam, immigration.

« L'affaire Médine » arrive donc dans la suite immédiate de cet affermissement à droite. Sans revenir sur l'ensemble de la polémique, initiée d'abord par l'extrême droite avant que l'ensemble de la classe politique n'ait cru avoir son mot à dire, constatons que, malgré ses excuses et ses explications, Médine sera, toujours, considéré comme antisémite. Car il représente ceux qui seront toujours suspectés d'antisémitisme, parce qu'arabes. Quoi qu'il en dise, quoi qu'il écrive, quoi qu'il déclare, il ne pourra rien y faire. Les antisémites d'extrême droite sont les premiers à inculper Médine, parce que c'est un homme arabe qui a une voix et une portée qui dépasse un auditoire seulement Arabe. Parce qu'il s'inscrit dans le mouvement social, prend position pour le mariage pour tous, donne un concert pour les 10 ans de l'assassinat de Clément Méric, Médine sera toujours dans le viseur. Parmi les forces politiques représentées au parlement, seule la France insoumise a réellement défendu Médine face à ces salissures, alors qu'une partie de la gauche se complaisait dans le paternalisme à l'égard de Médine et cédait aux pressions des grands médias bourgeois. Hasard du calendrier, cette polémique vient s'inscrire dans le débat réactionnaire autour des questions d'ensauvagement, de décivilisation et d'attaques islamophobes répétées. « L'arc républicain », dans lequel se trouve dorénavant le Rassemblement National, selon Sarkozy – c'est-à-dire selon le chef idéologique de la droite en France – reprend donc les rênes des débats de société après l'éclipse provoquée par le mouvement contre les retraites.. Sarkozy, qui a adoubé Darmanin en tant que successeur de Macron, le même qui, entre autres, trouvait Le Pen « trop molle », le même que le syndicat de police Alliance reconnaît comme l'un des siens, le même qui dissout à tour de bras des organisations politiques.

Dans la même perspective, le gouvernement ne s'arrête pas là, puisqu'il enchaîne par le lancement de la polémique sur l'abaya, qui ancre le pays encore un peu plus dans un climat islamophobe. Au nom d'une conception dévoyée de la laïcité, qui confond la neutralité de l'État avec celle de la société civile, on cherche à interdire les robes trop longues dès lors du moins qu'elles semblent renvoyer à la culture arabe. On fait passer pour du prosélytisme religieux le port d'un vêtement du seul fait qu'il est attaché à une certaine culture – bien davantage, d'ailleurs, qu'à une religion. On explique qu'il ne s'agit pas d'un simple vêtement, dans la mesure où il faut évaluer « l'intention » qui se trouve derrière : mais comment la reconnaissance d'une « intention » prosélyte derrière le port d'une tenue pourrait-elle être autre chose que la simple projection des fantasmes racistes de celui ou celle qui se sent menacé.e par ce qu'il considère comme un symbole ? L'enjeu n'est évidemment pas de protéger la laïcité, qui n'est nullement menacée par le port de l'abaya, mais de construire une unité nationale par la

désignation d'un ennemi intérieur qui nous menace de façon souterraine – le principe étant toujours que les musulman.e.s, quand ils ou elles portent des revendications ou simplement ne cachent pas cette part de leur identité, ont toujours des intentions cachées et veulent en fait toujours dire autre chose que ce qu'ils disent ou font effectivement. Ici encore, une partie importante de la gauche (citons notamment Fabien Roussel, Sophie Binet, Jérôme Guedj) a cautionné cette opération islamophobe en apportant son soutien à l'interdiction de l'abaya, alors que la France insoumise s'est une fois de plus retrouvée du bon côté de la barricade.

À quand un véritable « arc populaire » ?

« L'arc républicain » se structure donc contre les travailleurs et les travailleuses, contre les non blanch·e·s et en particulier les personnes noires et arabes musulmanes ou supposé·e·s tel·le·s. Cette offensive est concomitante à quelques mesures « sociales » (augmentation sous forme de primes des salaires des enseignant·e·s et des personnels hospitalier par exemple) et « sociétales » (déplacement des épreuves de spécialité du bac au mois de juin et donc recul en partie sur le « bac Blanquer ») pour donner le change. Mais il se structure aussi contre la France insoumise en tant qu'ennemi commun à délégitimer. L'affront de plus de 70 député·e·s FI à l'Assemblée doit être lavé, d'autant plus qu'ils et elles ont, pour la plupart, tenu ferme dans la bataille des retraites, durant les émeutes, et aujourd'hui encore, autour de Médine et de l'abaya (même si la FI refuse toujours de demander l'abrogation de la loi de 2004 sur l'interdiction du foulard à l'école). Une grande bataille va s'ouvrir pour réduire autant que possible la portée politique de la FI en profitant de la désintégration inévitable de la NUPES, désintégration qui va se cristalliser autour de la question des élections européennes. En effet, la frange la plus européiste de la NUPES (incarnée par EELV) a décidé de faire cavalier seule, ce à quoi Mélenchon a répondu en tentant de préparer les esprits à une liste « unitaire » emmenée par Ségolène Royal. Une telle liste ne peut convaincre les travailleurs et travailleuses (même la base de la FI semble sceptique), d'autant moins que les élections européennes ne passionnent pas les foules. Pourtant, ce qui se joue ici, c'est bien la nécessité de la FI, et plus largement de l'Union Populaire autour de la FI, de rompre avec la gauche bourgeoise qu'elle avait sauvée de la noyade en 2022. Il s'avère de plus en plus évident que la cohabitation ne pourra pas tenir. Les désaccords existent par ailleurs au sein même de la FI, avec une aile droite prête à tout pour maintenir l'alliance réunie autour de Autain, Ruffin, Guarrido, etc, et l'aile gauche, réunie autour de Mélenchon, Panot, Bompard et Boyard. L'Union Populaire peut incarner un pôle alternatif à « l'arc républicain ». Cela pourrait même devenir un « arc populaire » capable de mobiliser des forces vives pour faire face aux assauts et proposer un programme en positif capable de convaincre largement les jeunes, les travailleurs et les travailleuses. D'autant plus que, malgré l'échec de la bataille des retraites, des dizaines de milliers de travailleurs et de travailleuses sont venu·e·s rejoindre les rangs des syndicats, spontanément, pendant et après le mouvement. Cela signifie donc que ces organisations apparaissent encore comme des organisations, si ce n'est de combat, au moins de défense de l'intérêt des salarié·e·s.

Cependant, il est impossible que l'émergence d'un « arc populaire » fonctionne avec les modalités organisationnelles actuelles de la France inoumise, à la fois « gazeuses » mais aussi autoritaires, où la direction décide de tout et ne considère les militant·e·s de base que comme des ressources humaines mobilisables lors d'échéances spécifiques, en particulier les « marches » et les élections. Si la vocation de l'UP est de grandir et de porter une politique qui vise à l'exercice d'un pouvoir de rupture, il est nécessaire de démocratiser l'organisation (c'est d'ailleurs ce que portent des centaines militant·e·s de groupes d'action de base) en décidant collectivement des orientations politiques et en autorisant des tendances qui permettront d'enrichir les débats. A l'inverse, si l'UP continue de stagner dans son impasse organisationnelle, il ne sera pas possible de faire face à terme aux offensives réactionnaires et nous en paieront chèrement le prix. Des efforts importants de formation pour mener le combat idéologique et culturel, avec une place substancielle donnée au marxisme, ont été entrepris avec le lancement de l'Institut de la Boétie. Il reste aujourd'hui à mettre en place d'un grand parti des travailleurs, des travailleuses, et de la jeunesse, démocratique, qui reconnaît le droit de tendance, et rompe clairement avec la gauche bourgeoise.

Tristan Daul, le 3 septembre 2023